



LA BOÎTE NOIRE

Jean-Michel Blanquer à l'Éducation nationale Enquête sur cet "inconnu" devenu ministre

Ambitieux et efficace, "réac" au regard des "pédagogistes", "républicain" pour les défenseurs de la méritocratie, tour à tour promu par la droite et barré par la gauche, Jean-Michel Blanquer tisse sa toile depuis vingt ans pour décrocher le poste qu'Emmanuel Macron a fini par lui confier : ministre de l'Éducation nationale. PAR ANNA TOPALOFF

Un homme qui baptise une salle de réunion du ministère de l'Éducation nationale du nom de Louis Germain, l'instituteur d'Albert Camus, ne peut pas être foncièrement mauvais », glisse un inspecteur général, quand on lui demande ce qu'il pense de l'arrivée de Jean-Michel Blanquer à la tête du ministère. L'anecdote, qui date de 2010, à l'époque où il était directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesc), a marqué les cadres de la Rue de Grenelle. Et c'est avec ce genre de décision, en apparence anodine, et pourtant lourde de sens, que l'on se taille une réputation sous les lambris du ministère de l'Éducation nationale. Car, l'air de rien, elle dénote d'une certaine vision de l'école de la République. Louis Germain, simple instituteur pour qui Albert Camus a eu « sa première pensée » en recevant le prix Nobel de littérature, est le symbole des hussards noirs, de la méritocratie, du respect du maître, du savoir émancipateur. Bref, de l'école d'avant les grandes réformes dites « pédagogistes ». Par ce choix, Blanquer s'est inscrit dans le camp de ceux qu'on appelle les « réacs », mais qui préfèrent le vocable de « républicains ». Et ils sont nombreux, au ministère, à se souvenir avec émotion du cocktail d'inauguration de la salle Louis-

Germain, qui a définitivement fait entrer Jean-Michel Blanquer dans la tribu.

Au-delà de l'anecdote, cette petite affaire illustre parfaitement la façon, discrète mais très habile, dont Blanquer a mené sa carrière au sein de « l'Educ nat » – jusqu'à en devenir, il y a deux semaines, le grand patron. Car, s'il est peu connu du grand public, il est depuis longtemps une personnalité du ministère, adoré par les « réacs » et détesté par les « pédagos ». Ni les uns, ni les autres n'ont été surpris par sa nomination. Elle vient parachever une ascension savamment préparée depuis plus de vingt ans.

CULOT ET CHARISME

La mise sur orbite du nouveau ministre a démarré au milieu des années 90. À l'époque, Blanquer est un universitaire, agrégé de droit public et spécialiste de l'Amérique latine. Enseignant à la fac de Tours et à Sciences-Po Lille, il s'y sent à l'étroit. Il rêve d'intégrer le prestigieux Institut des hautes études

de l'Amérique latine (Iheal). Là où d'autres auraient œuvré au sein du monde universitaire, lui prend la plume pour s'adresser directement au ministre de l'Éducation et de la Recherche de l'époque, Claude Allègre. Et ça marche. Il est reçu par Nelson Vallejo-Gomez, le chargé des relations internationales du cabinet. Le philosophe d'origine colombienne est bluffé par « le charisme incroyable » du jeune prof qu'il présente aussitôt au ministre. Quelques mois plus tard, en 1998, Blanquer est nommé directeur de l'Iheal et se dégotte, dans la foulée, des postes de chargé de cours à Paris, à la Sorbonne et à Sciences-Po. De conférence en colloque, il rencontre tout le gratin du monde politico-universitaire. Des figures du monde intellectuel comme Michel Wieviorka, Alain Touraine, Edgar Morin ou Marc Fumaroli deviennent sinon des intimes, du moins des confrères respectueux. Mais Blanquer voit plus grand et ne cache pas ses ambitions. « C'est un homme du monde des idées. Mais il a toujours

EN GUYANE, OÙ IL EST NOMMÉ EN 2004 PAR FILLON, BLANQUER MULTIPLIE LES INNOVATIONS ET LAISSE LE SOUVENIR D'UN RECTEUR HYPERACTIF.



**SA MONTÉE
 DES MARCHES**
 Il a œuvré
 vingt ans pour
 obtenir ce
 ministère. Jean-
 Michel Blanquer
 ne boude pas son
 plaisir en arrivant
 à l'Élysée pour le
 premier conseil
 du gouvernement
 Philippe le 18 mai.

Image non disponible.

Restriction de l'éditeur

benoit tessier / reuters

eu besoin d'être aussi "dans la vie" », note Nelson Vallejo-Gomez, devenu son grand ami.

LE TEMPS DE LA BOUGEOTTE

En 2004, c'est François Fillon, alors ministre de l'Éducation nationale, qui lui permet de sauter le pas en le nommant recteur de Guyane. Là-bas, il se confronte aux réalités de terrain, notamment la déscolarisation des enfants des villages les moins accessibles le long du fleuve Maroni. Ramassage scolaire en pirogue, partenariats avec les écoles du Surinam voisin (les premières écoles binationales au monde), Blanquer multiplie les innovations et y laisse le souvenir d'un recteur hyperactif, concerné et capable d'enquiller des heures de bateau pour serrer la main d'un directeur d'établissement du bout du monde. Reste qu'il n'oublie pas de soigner son réseau – et sautera sur la première occasion de rentrer à Paris. Ainsi, quand il tape dans l'œil de Gilles de Robien, alors ministre de la Recherche, venu assister au lancement de la fusée *Ariane* en 2006, il n'hésite pas longtemps avant d'accepter de devenir le directeur adjoint de son cabinet. Les enseignants syndiqués SUD perturberont son pot de départ en y diffusant une bande dessinée parodiant Blanquer l'ambitieux, qui « *fait passer sa carrière personnelle avant son engagement auprès des Guyanais* ». Deux ans, c'est la durée moyenne d'un recteur de Guyane. Pas de quoi fouetter un chat, donc. Mais c'est peu pour quelqu'un qui a prôné, tout au long de son mandat, « *la stabilité des équipes* »



► *éducatives dans l'académie* », notait un tract de SUD, fustigeant le décalage entre la politique appliquée aux enseignants de la région et celle que le recteur applique à lui-même.

De toute façon, Blanquer n'est pas resté longtemps non plus chez Robien. Quelques mois plus tard, à peine, il est nommé recteur de l'académie de Créteil. Un poste clé dans la hiérarchie officielle de « l'Éduc nat » car « l'académie la plus difficile de France » est aussi la plus médiatisée. Et Blanquer le comprend vite. Sous sa direction, elle devient un véritable laboratoire où, chaque jour, une nouvelle innovation est expérimentée : « mallette des parents », « cagnotte » pour lutter contre l'absentéisme des élèves, stage de « tenue de classe » pour les jeunes enseignants, remplacement des profs absents par des personnels non qualifiés, partenariats avec le Medef, appels au mécénat privé... C'est lui, aussi, qui permet à la jeune enseignante Céline Alvarez de mener une expérimentation dans une école de Gennevilliers, dont elle a tiré un livre à succès, *les Lois naturelles de l'enfant*. Lui, encore, qui a fait reconnaître le jeu d'échecs comme matière optionnelle au baccalauréat. « *Il y a chez lui une volonté de "faire", d'être dans la réalisation concrète de ses idées et convictions* », analyse Alain Seksig, haut fonctionnaire qui était à l'époque son conseiller. Souvent pertinentes, parfois polémiques, les initiatives menées par celui que l'on surnomme alors « l'hyper-recteur » connaissent, à chaque fois, un large écho dans la presse nationale. A l'époque, les syndicats dénoncent une « *politique de l'affichage et la vitrine* », comme

l'explique Valérie Sultan, alors secrétaire générale du Snes 93 : « *A chaque lancement d'une nouvelle expérimentation, il convoquait la presse. Ensuite, on n'entendait plus jamais parler de l'idée en question. Son but était surtout qu'on parle de lui.* » Loïc Vatin, responsable départemental du Snalc, le syndicat des enseignants antipédagogistes, pour l'académie de Créteil, glisse dans un sourire : « *Il ne se déplaçait jamais sans être suivi par une caméra !* » Ses soutiens, au contraire, récusent cette vision d'un Blanquer utilisant l'académie de Créteil comme rampe de lancement pour sa carrière : « *Prenez la polémique autour de ce qu'on a inconsidérément appelé "la cagnotte", en 2008. C'est justement parce qu'il n'a pas assez communiqué que cette disposition a été mal perçue par une partie de l'opinion. Le Parisien l'a présentée comme une rémunération des élèves présents en cours. Alors qu'il s'agissait uniquement de conditionner un voyage scolaire à la baisse du taux d'absentéisme. Ce qui est tout de même bien différent ! Une fois la réalité de la mesure expliquée, le soufflé est aussitôt retombé* », assure son ancien conseiller Alain Seksig.

DE SOLIDES APPUIS

Quoi qu'il en soit, la médiatisation fait mouche. Et attire l'attention du président Nicolas Sarkozy. Ainsi, c'est Blanquer qui sera choisi pour mettre en place le tout premier projet éducation de l'ère Sarkozy. C'est lui qui dénichera sur son académie l'ancienne caserne militaire de Sourduin, qui accueille, dès 2008, une poignée de très bons élèves issus des quartiers populaires. Et

SUR UN TERRAIN QU'IL CONNAÎT BIEN

Le nouveau ministre dans une école primaire en réseau d'éducation prioritaire renforcé à Creil (Oise), le 23 mai.

quand les premières critiques arrivent, notamment sur le bien-fondé d'un projet très coûteux pour si peu d'élèves concernés, c'est Blanquer qui se colle au service après-vente dans les médias. Entre les deux hommes, le courant passe bien, partageant hyperactivisme, amour des médias et des projets qui font le buzz. C'est à ce moment-là que le nom de Blanquer commence à circuler Rue de Grenelle. Certains croient savoir qu'il sera nommé ministre, à la faveur d'un prochain remaniement.

Mais en 2009, c'est Luc Chatel qui est promu à l'Éducation nationale. Sans pour autant qu'il s'agisse d'un revers pour Blanquer. Propulsé dans la foulée directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco), il est très vite surnommé « *le ministre bis* », tant c'est lui qui a la main sur l'administration interne

“À CRÉTEIL, À CHAQUE LANCEMENT D'UNE NOUVELLE EXPÉRIMENTATION, IL CONVOQUAIT LA PRESSE... SON BUT ÉTAIT SURTOUT QU'ON PARLE DE LUI.” VALÉRIE SULTAN



tristan renaud / sapa

au ministère, au côté d'un ministre peu au fait des réalités du système éducatif. A la Dgesco, Blanquer incarne le bon élève de la Sarkozye, appliquant sans moufter les coupes budgétaires voulues par le président. Les syndicats de gauche s'étranglent, mais Blanquer soigne sa droite. Et ménage ses appuis chez les « réacs » de la Rue de Grenelle. « *Il est le premier Dgesco à nous avoir reçus spontanément* », se félicite Loïc Vatin. Les associations de parents d'élèves les plus à droite, comme SOS Education et celles représentant l'école privée ou confessionnelle franchissent plus souvent que d'ordinaire la porte de la Dgesco. En même temps, Blanquer prend fermement position en faveur d'une application stricte de la laïcité à l'école, ce qui rassure les hauts fonctionnaires et séduit le courant « républicain ». Un petit

nom dans les médias, un bon CV et de solides appuis en interne, voilà Blanquer mûr pour 2012.

PROFIL IDÉAL POUR MACRON

Mais Nicolas Sarkozy est battu par François Hollande, et c'est la douche froide. Tout juste nommé, Vincent Peillon s'empresse de débarquer de la Dgesco ce profil trop marqué à droite. Désormais « cornérisé », Jean-Michel Blanquer tente de se refaire en briguant la présidence de Sciences-Po, mais échoue face à Frédéric Mion, un proche de l'emblématique Richard Descoings. L'année suivante, en 2013, il décroche tout de même la présidence de l'Essec. Là, il rencontre les grands noms du CAC 40 et la fine fleur des starts-uppers. Et se forge une image très « pro-business ». Rapprocher l'école

DIRIGER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE COMME L'ESSEC LUI PERMET DE PRÊCHER SANS COMPLEXE LA BONNE PAROLE LIBÉRALE.

de l'entreprise a toujours été son leitmotiv. Au rectorat de Créteil, il œuvrait déjà à la présence des entreprises locales dans les conseils d'administration des établissements professionnels. Et il n'a pas hésité à faire appel au mécénat privé pour financer l'internat d'excellence de Sourdu. Diriger une grande école de commerce lui permet de prêcher sans complexes la bonne parole libérale. Notamment celle de l'autonomie des établissements scolaires, où l'école est gérée comme une entreprise par un patron soucieux de ses objectifs de performances et maître de son recrutement. Entre des conférences sur le Campus Veolia et ses chroniques dans *le Point*, il se rapproche de l'Institut Montaigne, le think tank libéral avec lequel il coécrit un livre programmatique, *l'École de demain*, paru l'année dernière aux éditions Odile Jacob. Et devient un proche de Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne. C'est lui qui le présentera à Emmanuel Macron. Blanquer, à la fois réac et libéral, homme d'idées et habile tacticien, homme de droite mais pas de parti, a tout pour plaire au candidat d'En marche. Qui puise abondamment dans son livre pour bâtir le volet « éducation » de son programme. Et vient de le nommer à la tête de l'Education nationale.

Finalement, on comprend mieux pourquoi, à l'annonce de sa nomination, alors que les médias dressaient la liste de « ces inconnus devenus ministres », la Rue de Grenelle, elle, n'y a vu qu'une suite logique, une trajectoire bien préparée et, pour tout dire, une évidence. ■ A.T.